

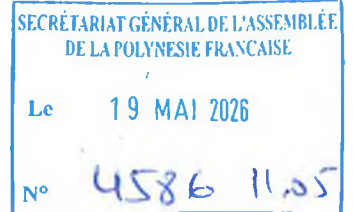


Groupe
TAPURA
HUIRAATIRA



Question orale

(Séance du jeudi 21 mai 2026)



Adressée à Monsieur Moetai BROTHERSON,
Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens,
de l'égalité des territoires, des affaires internationales, de l'économie numérique et
des conséquences des essais nucléaires

Objet : Commande publique de la piscine des Jeux de 2027

Monsieur le Président,

L'actualité autour de la venue du Pacific Games Council est devenue le concentré parfait de votre manière de gouverner : annonces contradictoires, volte-face spectaculaires, manœuvres grossières de diversion politique. Vos errements répétés dans la gestion des Jeux du Pacifique révèlent votre incapacité, et celle de votre gouvernement, à mener à bien un dossier pourtant simple, chaque nouvelle déclaration contredit la précédente au point d'abîmer chaque jour la crédibilité de la parole publique.

Rappelé à l'ordre par le Pacific Games Council sur la piscine, vous cherchez à travestir ce rappel à l'ordre et ce désaveu international en opération de communication, comme si cette publicité négative sur votre gouvernance était un trophée dont vous pourriez vous enorgueillir, jusqu'à aller dire que Tahiti raflera toutes les médailles. Vous avez transformé un simple équipement sportif en scandale international, vitrine de vos approximations, de vos mensonges et de votre gouvernance à vue. Vous avez érigé l'approximation en méthode de travail et l'ambiguïté en ligne de conduite, laissant la population dans le flou le plus total. Vous avez fait, monsieur le Président, de la contradiction permanente une méthode de gouvernement, en disant tout et son contraire puis en noyant le poisson sous une communication de diversion. En communication, vous avez la médaille d'or !

Ce n'est plus seulement de l'incompétence : c'est une manière mensongère, cynique et profondément irresponsable de conduire les affaires du pays, en jouant avec l'image de la Polynésie et la confiance de son peuple.

Revenons à ce qui enflamme aujourd'hui l'opinion. À l'issue de votre conférence de presse, vous avez déroulé, avec aplomb, un calendrier soi-disant maîtrisé pour la piscine olympique, présentant un rétroplanning que vous avez qualifié de « *tenable* », voire « *large* ».

Quelques heures plus tard, votre ministre des Sports explique sur un média local que le planning est encore à définir, tout en prétendant disposer de « *beaucoup plus de marges de manœuvre* ». Entre vos certitudes affichées et ses hésitations, ce n'est plus une coordination gouvernementale, c'est une cacophonie politique que les Polynésiens constatent chaque jour.

Durant votre interview, vous annoncez un délai de trois mois pour la procédure d'appel d'offres, au nom du respect des règles de la commande publique. Mais, dans la même journée, vous expliquez qu'une réunion avec le futur fournisseur, la société italienne **Myrtha Pools**, se tiendra dès le samedi 16 mai au soir. Vous parlez d'appel d'offres à respecter, tout en laissant entendre que « *cette société ou une concurrente* » sera retenue, comme si le scénario était déjà écrit.

Votre ministre va plus loin encore, en expliquant à la télévision que « *le montage du bassin, c'est l'entreprise spécialisée qui a été utilisée pour les Jeux olympiques* » et que « *tout le monde a toute confiance en elle* », comme si le marché était déjà attribué. Pendant que vous brandissez la commande publique comme un bouclier de communication, votre propre ministre révèle, presque naïvement, qu'en réalité, tout est déjà décidé.

En une seule journée, vous avez concentré tout ce que votre gouvernance a de plus défaillant : communication brouillonne, annonces qui se contredisent, instrumentalisation opportuniste du droit, mépris de la transparence et de l'égalité de traitement. C'est votre marque de fabrique : dire tout et son contraire, jouer la sérénité devant les caméras, pendant que, dans l'ombre, vous préparez un tout autre scénario.

Monsieur le Président, ma question sera donc directe. Vous affirmez respecter les règles de la commande publique et ne prévoir aucune dérogation : je vous prends au mot. Pouvez-vous confirmer, ici et maintenant, que l'intégralité de la procédure pour la commande et l'installation de cette piscine sera conduite dans une transparence totale, sans passe-droit, sans marché déjà ficelé, et que chaque étape sera réellement conforme – dans les faits, pas seulement dans vos discours – aux principes que vous proclamez ?

Et je vais plus loin : pouvez-vous également vous engager solennellement devant cette Assemblée à ce que l'ensemble de la procédure, depuis la définition du besoin jusqu'à l'attribution du marché, fasse l'objet d'une information détaillée et d'un contrôle strict de la représentation du pays, afin que les Polynésiennes et les Polynésiens ne découvrent plus vos décisions a posteriori, mais puissent enfin connaître, en toute transparence, la réalité de vos actes ?



Edouard FRITCH



Tahuhu MARAEURA